



CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE

2025/12122025/27
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
076-267600450-20251212-12122025109-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/12/2025
Publication : 18/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



DÉLIBÉRATIONS

Le 12 décembre 2025 à 14h34 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au C.C.A.S., 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Martine LELAIT, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Madame Mireille VACHE-PICAT

Étaient représentés :

Monsieur Jean DE BEIR ayant donné pouvoir à Madame Marie DESBORDES
Madame Katherine COEUFF ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR
Madame Geneviève LARMARAUD ayant donné pouvoir à Madame Elisabeth ALAZARD
Madame Marie-Françoise MARCASSIN ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT
Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE,

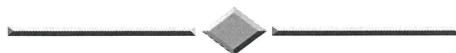
Étaient excusées :

Madame Zohra AMIMI, Madame Béatrice BOCHET, Madame Amèle MANSOURI

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 5 décembre 2025



DÉLIBÉRATIONS

2025/12122025/27
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
076-267600450-20251212-12122025109-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 18/12/2025
Publication : 18/12/2025
Pour l'autorité compétente par délégation



27 MISE EN PLACE D'UNE INDEMNITÉ DE MANIEMENT DES FONDS V. AUX RÉGISSEURS - AUTORISATION

MESDAMES, MESSIEURS,

Pour rappel, le Régime Indemnitare tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (R.I.F.S.E.E.P.) est exclusif de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir, à l'exception de celles énumérées par l'arrêté du 27 août 2015 pris en application de l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du R.I.F.S.E.E.P. dans la Fonction Publique de l'État.

Seules les primes et indemnités figurant dans la liste des indemnités cumulables avec le R.I.F.S.E.E.P. (article 1er de l'arrêté du 27 août 2015 susvisé) peuvent donc être versées dans les collectivités ayant instauré le R.I.F.S.E.E.P.

A contrario, les primes et indemnités ne figurant pas dans l'arrêté susvisé ne sont pas cumulables avec le R.I.F.S.E.E.P.

Jusqu'à présent, les collectivités ayant instauré le R.I.F.S.E.E.P. ne pouvaient donc pas accorder l'indemnité de manquement des fonds (anciennement dénommée indemnité de responsabilité des régisseurs d'avances et de recettes) aux agents exerçant les fonctions de régisseurs.

L'article 1er de l'arrêté du 21 janvier 2025, publié le 30 janvier 2025, est venu compléter l'arrêté du 27 août 2015, en ajoutant notamment à la liste des exceptions les indemnités de manquement des fonds rendant désormais possible le cumul de cette indemnité avec le R.I.F.S.E.E.P.

En réponse à l'interdiction de cumul, la Ville de Rouen et le C.C.A.S. avaient instauré un complément I.F.S.E. Régie au sein du R.I.F.S.E.E.P. pour les régisseurs. Ce complément I.F.S.E. ayant été supprimé par décision du Conseil d'Administration du C.C.A.S. du 12 décembre 2025, il est proposé d'instaurer à nouveau l'indemnité de manquement des fonds pour la Ville et son C.C.A.S.

Son montant est fixé par arrêté du ministre du budget. L'arrêté en vigueur est celui du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes. Elle suivra automatiquement le montant fixé par arrêté.

Bénéficieront de cette indemnité les fonctionnaires titulaires et stagiaires et les contractuels de droit public exerçant les fonctions de régisseurs pour la période durant laquelle ils exercent ces fonctions. En bénéficieront aussi les régisseurs intérimaires pour la période durant laquelle le remplacement est effectif.

Elle sera versée trimestriellement.

Le Conseil d'Administration est invité à instaurer l'indemnité de manquement des fonds selon les conditions fixées ci-dessus.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article R.123-20 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article R.1617-5-2,

DÉLIBÉRATIONS

2025/12122025/27
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20251212-12122025109-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/12/2025
Publication : 18/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

VU l'Arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité sur imputable d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

VU l'Arrêté du 27 août 2015 pris en application de l'article 5 du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel dans la Fonction Publique de l'Etat tel que modifié par l'arrêté du 21 janvier 2025 complétant l'arrêté du 27 août 2015 et autorisant le cumul de l'indemnité de maniement des fonds avec le R.I.F.S.E.E.P.

VU l'Instruction interministérielle du 21 avril 2006 relative à l'organisation et au contrôle des régies,

VU la nomenclature budgétaire et comptable M57 applicable à la Ville de Rouen.

CONSIDÉRANT que l'indemnité de maniement des fonds est désormais cumulable avec le R.I.F.S.E.E.P.,

CONSIDÉRANT que le complément I.F.S.E. Régie qui avait été spécialement créé face à l'impossibilité de cumuler l'indemnité de maniement des fonds avec le R.I.F.S.E.E.P. a été supprimé,

CONSIDÉRANT qu'il convient de restaurer l'indemnité de maniement des fonds selon les conditions fixées ci-dessus.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Instaure l'indemnité de maniement des fonds pour les régisseurs du C.C.A.S. à compter du 1^{er} janvier 2026,
- DIT que son montant est égal au montant fixé par arrêté du 28 mai 1993 et suivra toute évolution réglementaire,
- Décide que l'indemnité sera versée trimestriellement aux fonctionnaires titulaires et stagiaires et les contractuels de droit public exerçant les fonctions de régisseurs pour la période durant laquelle ils exercent ces fonctions et aux agents remplaçant un régisseur pour la période durant laquelle le remplacement est effectif.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation



Vanessa RAPITEAU
Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.